

du public. Mais il peut vous coûter cher d'un point de vue professionnel. Vous risquez de subir une campagne qui va conduire de nombreuses personnes à conclure qu'il est plus prudent de se tenir à l'écart de vous. Ceux qui ont dénoncé les crimes de guerre ont été accusés d'antisémitisme. Ceux qui ont fait si ce n'est l'apologie de crimes de guerre, du moins ont pratiqué le négationnisme, ont continué d'avoir table ouverte dans les médias.

CHAPITRE 7 – LA HASBARA

La *hasbara* est une stratégie de communication et de diplomatie employée par Israël pour promouvoir une image positive du pays et défendre ses politiques sur la scène internationale.

«[...] ce qu'on appelle la "*hasbara*" – littéralement l'"explication" – terme utilisé à la communication des autorités israéliennes en direction de l'étranger et qui puise dans un argumentaire officiel, se rattache à des peurs réelles, et parfois fondées, et à de profondes évolutions culturelles. [...] Quelles que soient les circonstances, il faut montrer qu'Israël lutte pour sa survie face à un monstre terroriste et qui veut le détruire.»³⁸

L'objectif est de formuler de manière compréhensible et attractive le point de vue israélien. L'idée de départ est que l'antisémitisme est nourri par l'ignorance, et un effort pédagogique sur Israël et sa politique peut être un bon moyen d'affaiblir les préjugés antisémites.

«Depuis des temps immémoriaux, le monde a été mal informé à notre propos [...] Nous, Sionistes, désirons non une

38. Denis SIEFFERT, *La nouvelle guerre médiatique israélienne*, La Découverte, Paris, 2009, p. 17.

ligue internationale, mais une discussion internationale », déclarait Théodore Herzl lors du premier Congrès sioniste de 1897.

La *hasbara* est une forme de diplomatie publique. Tous les États d'une façon ou d'une autre en ont une. Nombre d'entre eux, dont la France, ont adopté, en suivant l'exemple des États-Unis, cette politique de diplomatie publique consistant à inviter des personnalités à haut potentiel ou déjà influentes. Il s'agit de montrer un visage sympathique du pays par le biais d'invitations mêlant contacts culturels, politiques et un peu de tourisme, de communiquer en montrant les aspects les plus positifs et attractifs du pays. Mais si le pays est en guerre, ou voit ses pratiques critiquées par les opinions publiques, la communication devient encore plus un enjeu.

Communiquer en France pour Israël a été très longtemps une tâche relativement aisée. Culpabilité à l'égard de la Shoah et de Vichy, admiration pour un peuple pionnier, curiosité sympathisante pour le système de kibboutz à gauche, sentiment d'un ennemi commun, à savoir le nationalisme arabe, présentation de ses adversaires, de Nasser à Arafat, comme de nouveaux Hitler... Quand de Gaulle rompt avec Israël en 1967, il a contre lui la presse et la majorité de l'opinion publique.

Il déclare « il est remarquable, et il a été remarqué que les influences israéliennes se font sentir d'une certaine façon dans les milieux proches de l'information »³⁹.

39. De Gaulle en 1969, in Alain GRESH, *Palestine, un peuple qui ne veut pas mourir*, Les Liens qui libèrent, 2024.

Brand Israel

La guerre des Six Jours (1967) avait renforcé l'adhésion des Français à Israël. Ils n'avaient pas vu la conquête de territoires par la force, mais la victoire de l'intelligence et de la puissance d'un pays qui, allant être agressé, avait opéré une opération de légitime défense préventive. Et qui avait donné une bonne leçon aux Arabes qui étaient à la fois détestés pour avoir expulsé la France d'Algérie, et méprisés pour venir faire en France le « sale boulot ».

La guerre du Liban (1982) puis l'intifada et sa répression allaient ternir l'image d'Israël. Yitzhak Rabin l'avait d'ailleurs bien compris, et c'est par un choix raisonné qu'il s'est lancé dans une politique de paix avec les Palestiniens. Tout le monde ne pouvait qu'adhérer aux accords d'Oslo. Vint 2000, l'échec de Camp David, la reprise de l'intifada et sa répression sanglante – et télévisée – puis 2001 et le 11 septembre, et l'ancrage du terrorisme sur notre fond d'écran géopolitique.

La défense d'Israël dans les médias devenait moins évidente. Elle allait moins de soi, surtout à gauche, où la colonisation et l'occupation d'un peuple par un autre et le non-respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sont plus difficiles à défendre.

En 2005, Israël lance la campagne *Brand Israel*. L'idée est d'éviter de parler du conflit israélo-palestinien, qui contribue à donner une image négative d'Israël, et à porter plutôt l'accent sur les réussites positives ou les aspects plus chaleureux d'Israël. On va mettre l'accent sur les performances technologiques, les percées scientifiques ou médicales, le tourisme, la qualité de vie, un climat de tolérance à l'égard des minorités sexuelles, ou

les attraits culinaires. Il s'agit d'utiliser les sites Internet pour imposer : «l'image d'Israël, pays développé contribuant à la qualité de l'environnement et à l'humanité».

Constatant une baisse du soutien à son égard, notamment parmi les jeunes générations, le ministère des Affaires étrangères israélien publie en 2007 dans *Maxim*, magazine masculin très populaire aux États-Unis, des photos de soldates israéliennes posant en maillot de bain.

Quelques règles simples de communication

En 2009, le ministère israélien des Affaires étrangères mettait en place une équipe spéciale chargée de nourrir les sites Internet de messages favorables à Israël.

«À tout point de vue, Internet est un théâtre du conflit israélo-palestinien, et nous nous devons d'être actifs sur ce théâtre, sans quoi nous perdrons», déclarait alors Ilan Shturman, responsable du projet.

Il poursuivit : «Nos gens ne diront pas "salut, je fais partie du département de la *hasbara* du ministère des affaires étrangères israélien. Voilà ce que je veux vous dire". Et ils ne s'identifieront pas forcément non plus en tant qu'Israéliens [...] Ils parleront comme des surfers du net et comme des citoyens, ils écriront des réponses qui auront l'air personnelles, mais qui se baseront sur une liste de messages tout préparés que le ministère des Affaires étrangères aura élaborés».

Il admet qu'au cours de l'opération Plomb durci (2008-2009), ils avaient fait appel aux communautés juives de l'étranger et,

qu'avec leur aide, ils avaient recruté quelques milliers de volontaires qui s'étaient joints aux volontaires israéliens.

«Nous leur avons donné le matériel de base, celui de la *hasbara*, et nous les avons envoyés représenter le point de vue israélien sur les sites Web»⁴⁰.

En 2009, Franck Luntz publiait *The Israel projects 2009 Global language dictionary*. C'était une actualisation d'un premier document publié en 2003 et qui devait fournir les éléments de langage des avocats d'Israël dans le débat public. Il est mentionné «*not for distribution or publication*».

Il a néanmoins fuité et sa lecture est tout à fait passionnante. Le premier chapitre établit 25 règles pour une communication efficace.

La première règle : montrer de la sympathie pour les deux parties : «Le but est de gagner de nouveaux cœurs et esprits pour Israël sans perdre ceux qui le soutiennent déjà [...] Afin de gagner des amis pour Israël, il faut montrer que l'on est attaché à la paix tant pour les Israéliens que les Palestiniens et notamment pour bâtir un meilleur futur pour tous les enfants». Il est bien précisé qu'il faut «montrer de l'empathie pour les deux côtés, qu'il ne faut pas se contenter de dire qu'Israël a raison et que les autres ont tort».

C'est exactement la recommandation qu'a suivie Frédéric Encel. Celui qui, au début des années 2000, écrivait que Jabotinsky était son maître à penser et que les Arabes ne comprenaient que le langage de la force, se déclare désormais partisan de la solution à deux États sans pour autant condamner l'occupation et la répression israéliennes.

40. Cité par l'association Coordination des appels pour une paix juste au Proche-Orient - EuroPalestine (Capjpo), 26 juillet 2009.

La cinquième règle insiste sur le fait de ne pas déclarer qu'Israël n'a pas commis d'erreurs ou de fautes, car personne ne le croira, mais ces erreurs reconnues n'invalident pas les buts d'Israël : la paix et la sécurité et une meilleure qualité de vie pour les Israéliens et les Palestiniens.

Règle n° 8 : « Répéter inlassablement qu'Israël veut la paix, mais insister que malgré son retrait de Gaza, Israël continue de faire face à des attaques terroristes. »

Règle n° 15 : « Utiliser un ton modéré, regretter que les Palestiniens soient dirigés aussi lamentablement, marteler des questions simples : comment faire la paix avec un gouvernement qui veut ma mort ? Il n'y a pas de cycle de violence. Si Israël arrêta de combattre le terrorisme, la violence ne s'arrêterait pas. »

Règle n° 21 : « Concédez un point. Recherchez des occasions dans chaque débat télévisé ou interview de concéder un point au journaliste ou à la personne avec laquelle vous débattiez. Le point est de ne pas miner l'une des bases essentielles de la politique étrangère d'Israël. Mais les simples mots "vous avez un bon argument" font merveille auprès du public. »

S'en suit un dictionnaire des « mots qui fonctionnent », comme mettre en avant une approche graduelle ou l'importance de la négociation.

Le chapitre 7 recommande de faire de la paix le message principal, car « le camp qui apparaîtra le plus désirer la paix gagnera le soutien du public "non aligné" ».

Outre la presse et la communication, The Israël Projet (TIP) propose d'autres activités comme de la formation journalistique pour les étudiants diplômés, des groupes de réflexion (sur l'Iran par exemple, avec un lobbying important à l'ONU pour multiplier les sanctions), des tours d'hélicoptère à Jérusalem pour les

journalistes afin d'exposer les problèmes sécuritaires auxquels sont confrontées les populations juives.

En août 2012, dans son action de lobbying anti-Iran, le TIP Take Action Alert adresse une liste de « *talking points* » que les followers du TIP pouvaient envoyer à des responsables américains. Le TIP insistait sur un point : « *Iran's leaders are defying U.N. resolutions and world opinion by continuing to develop nuclear weapons while issuing frequent threats to destroy Israel* »⁴¹.

Trouver 1 000 alliés

En décembre 2010, le ministre des Affaires étrangères israélien, Lieberman, a appelé les ambassades de son ministère en Europe à faire un usage extensif des experts en relations publiques. Dans les six mois, les ambassades de Londres, Berlin, Rome, Madrid, Paris, La Haye, Oslo et Copenhague devaient préparer une liste de 1 000 alliés qui seront régulièrement « briefés » par l'ambassade. Il s'agit alors de lancer une campagne de relations publiques et de défense et d'illustration de la politique israélienne. Ces « alliés » devront organiser des manifestations et réunions, publier des articles dans la presse. Était également annoncé un doublement du budget de relations publiques des ambassades dans ces capitales dans cette optique. Parmi les personnes dont on recherchera le soutien, il y a des membres des communautés juives nationales, mais aussi des militants dans des organisations chrétiennes, des journalistes, des politiciens, des hommes politiques, des

41. « Les dirigeants iraniens défient les résolutions de l'ONU et l'opinion mondiale en continuant à développer des armes nucléaires tout en menaçant fréquemment de détruire Israël. »

intellectuels, des experts et des militants dans des organisations étudiantes. Le ministère israélien des Affaires étrangères fournira trois types de support à cette campagne : des messages politiques sur les positions israéliennes concernant le processus de paix, les colonies, etc. (afin de montrer l'attachement d'Israël à la paix), des messages sur les positions israéliennes dans des secteurs aussi différents que la technologie, l'économie, le tourisme (pour valoriser la société israélienne et ne pas réduire l'évocation du pays au conflit israélo-palestinien) et enfin des messages sur des développements politiques au Proche-Orient qui peuvent concerner les droits de l'homme en Iran ou en Syrie, la montée en puissance du Hezbollah au Liban (afin de montrer le caractère nocif des adversaires d'Israël). Il était demandé à chaque ambassade de faire deux évaluations de la campagne l'année suivante ainsi qu'un rapport tous les trois mois sur le travail des amis en question.

La curiosité, hélas non satisfaite, aurait poussé à aimer connaître cette liste de 1000 « amis ». On observera tout de même avec intérêt certaines prises de position à la lumière de cette information. Certains amis d'Israël sont bien connus et d'ailleurs affichent franchement et ouvertement leur position. D'autres se veulent plus discrets.

Mais on voit bien en France de nombreux journalistes et experts développer sur le conflit israélo-palestinien non pas une analyse propre, mais plutôt relayer les éléments de langage des autorités israéliennes.

Le fait qu'Israël veuille doubler son effort montre que le gouvernement de ce pays est conscient que son message passe moins bien qu'auparavant.

Exemple parmi d'autres. Du 30 août au 4 septembre 2014 se déroulait à Tel-Aviv une formation, tous frais payés par le

gouvernement israélien, pour « apprendre à parler d'un conflit, de manière neutre et professionnelle ». Comprenez de façon plus favorable à Israël. Conférence sur le terrorisme, rencontres avec des leaders politiques, des universitaires et des journalistes. 30 journalistes du monde entier y participaient. Ils y rencontreront même un Palestinien qui ne donnera pas son nom, craignant pour sa vie, mais qui explique : « Je préfère que la Palestine devienne Terre d'Israël, plutôt que de la voir tomber aux mains du Hamas », et il leur expliquera : « Entre Juifs et Arabes, tout va bien. Les morts sont dues au Hamas qui utilise les gens de Gaza comme bouclier humain »⁴².

Miri Eisin, femme colonel israélienne à la retraite et professeure de géopolitique, explique : « Si vous choisissez sur une photographie de montrer des soldats et des chars, vous choisissez de montrer l'occupation. Vous émettez donc l'hypothèse qu'il y a de la violence à cause de cette occupation. En revanche, si vous choisissez de montrer les bombes du Hamas, vous montrez la violence et supposez que l'occupation est nécessaire pour combattre cette violence »⁴³.

Parmi les arguments développés, il sera dit que personne dans l'armée israélienne « ne veut tuer des innocents (référence aux enfants tués). [...] Mais nous y sommes forcés. Quel autre choix avons-nous lorsque nous les voyons courir vers nous avec une ceinture d'explosifs à la taille ? »⁴⁴

42. Vinciane JACQUET, « Comment Israël "forme" des journalistes étrangers », *Orient XXI*, 17 septembre 2014.

43. *Ibid.*

44. *Ibid.*

Les relais des discours israéliens en France : un accueil plus que bienveillant dans les médias

Le moins que l'on puisse dire est que les médias ne sont pas très curieux par rapport à certains discours favorables à Israël. Il y a souvent tromperie sur la marchandise et les médias sont complices ou incompetents, ce qui est dans les deux cas une faute professionnelle et un manque de respect dû au public. On s'étonnera ensuite de leur discrédit ou du développement du complotisme. Lorsque des représentants d'Israël ou des institutions communautaires juives françaises ou certaines figures à l'image de Bernard-Henri Lévy (BHL) ou Alain Finkielkraut prennent la parole, on sait que c'est pour défendre un point de vue israélien face aux critiques, il n'y a pas de secret, c'est officiel ou quasi officiel. La seule chose que l'on puisse reprocher aux médias, c'est l'extrême déférence, voire l'obséquiosité servile avec laquelle ils interrogent ces représentants : jamais la moindre critique ou la moindre contradiction. Vu l'ampleur des mensonges et des loupés de BHL, il est proprement sidérant qu'il puisse continuer à avoir table ouverte.

Mais est-ce que ce n'est pas prendre le public pour des imbéciles que de continuer à présenter l'imam Chalghoumi comme un représentant des musulmans ? Il intervient constamment au profit d'Israël, combat l'antisémitisme sans ne dire jamais un mot sur l'islamophobie. La différence entre son expression écrite, maîtrisée, et son expression orale, totalement incertaine interroge. Sa propulsion dans les médias a correspondu à son ralliement à la cause israélienne. On ne s'est jamais vraiment interrogé pour savoir si l'imam de Drancy était payé par ceux qui fréquentent cette mosquée. Il est totalement rejeté

par les musulmans et présenté partout comme un représentant des musulmans. On est bien là dans la manipulation de l'information.

Dans un profil comparable, citons Mohamed Sifaoui. Il reste incontournable dans les médias malgré l'escroquerie du fonds Marianne qui l'avait un temps écarté. Il a au fur et à mesure refait son apparition après le 7 octobre 2023⁴⁵. On ne l'a jamais vraiment interrogé sur ses contradictions, étant à la fois opposant au régime algérien et témoin d'un général tortionnaire, ni sur la chaîne télé qu'il a lancée et qui s'est arrêtée sans qu'il n'ait remboursé quoi que ce soit, ni sur ses multiples déclarations racistes concernant les Algériens, les Portugais, le tout en étant à SOS racisme. À cela s'ajoutent ses élucubrations sur l'infiltration d'Al-Qaïda ou, plus grave moralement, sur l'affaire Estelle Mouzin, mais aussi ses insultes régulières sur tous ceux qu'il n'aime pas, y compris Gilles Clavreul ou la Licra qu'il a quittée en claquant la porte et en l'accusant de racisme...

Admettons que Frédéric Encel ne soit pas interrogé sur son ancienne appartenance au Betar⁴⁶, qu'il a toujours niée jusqu'à ce qu'un de ses anciens camarades lui rappelle la joyeuse époque où ils criaient ensemble « mort à Arafat » et « à bas Badinter »⁴⁷. Capable de s'inventer une amitié inexistante avec Charb pour profiter de l'aura de *Charlie Hebdo*, il a participé à la campagne de promotion du général Hemetti, seigneur de guerre soudanais. Frédéric Encel ne s'est non plus jamais expliqué sur les raisons

45. Créé après l'assassinat de Samuel Paty, le fonds Marianne, doté de 2,5 millions d'euros, était destiné à lutter contre les discours haineux sur les réseaux sociaux. D'après *Le Monde*, Mohammed Sifaoui a perçu 266 250 euros pour un travail peu visible tout en ayant des activités extérieures.

46. Mouvement d'extrême droite juif.

47. Pierre LURSAT, tribune juive.info, janvier 2023.

qui l'avaient conduit à ne plus revendiquer avoir comme maître à penser Jabotinsky, le leader révisionniste qui estimait que les Arabes ne comprenaient que le langage de la force et qui condamnait les personnalités ayant un nom juif qui critiquaient Israël. Respectant les règles de la *hasbara*, il a policé ses discours, se dit désormais partisans de la solution à deux États, qui n'est hélas pas possible du fait des Palestiniens. Sa technique consiste à se montrer optimiste pour l'avenir et à entretenir l'illusion de perspectives de paix pour mieux faire passer la situation actuelle faite de bombardements et de répression. Il insiste de façon quasi comique sur son caractère universitaire, lui qui n'a jamais eu aucun poste statutaire à l'université. On ne l'interroge jamais sur la différence de son discours, selon ceux à qui il s'adresse : les audiences communautaires - où il va jusqu'à faire l'éloge de Bat Ye'or qui dénonce le complot «Eurabia»⁴⁸ - ou le grand public. En mars 2022, Frédéric Encel recevait le prix du livre géopolitique pour *Les voies de la puissance* paru une semaine plus tôt, un prix ordinairement remis en juin par Jean-Yves Le Drian, alors ministre des Affaires étrangères. Frédéric Encel avait démissionné alors du jury pour recevoir le prix, opération jugée scandaleuse par nombre des autres membres du jury.

Bruno Tertrais est également une recrue de choix. Favorable à la guerre d'Irak en 2003, tout en niant par la suite l'avoir été, bloquant sur les réseaux sociaux ceux qui le contredisent, alertant depuis 2005 sur l'imminence de l'acquisition de l'arme nucléaire par l'Iran, conformément au narratif israélien, s'exprimant bien contre la reconnaissance de la Palestine, parce que cela serait une entrave aux processus de négociation - défense de

48. Dans le cadre d'une conférence à la librairie Jean Calvin en 2013.

rire. Il apporte une onction géopolitique au discours de domination israélienne, niant qu'il puisse y avoir apartheid, relativisant la réalité de l'occupation et sa répression.

On n'interroge jamais Philippe Val sur les raisons de son brusque changement idéologique entre l'art contestataire des années 1990, lorsqu'il faisait un tandem avec Patrick Font, et le néoconservateur du début du siècle. On ne l'interroge pas non plus sur la façon dont il a racheté *Charlie Hebdo* et contourné le professeur Choron et Cavanna. De même qu'il est quand même troublant qu'il apparaisse comme le symbole même de la liberté d'expression, lui qui n'a cessé de faire des chasses aux sorcières aussi bien à *Charlie Hebdo* qu'à France Inter⁴⁹.

Caroline Fourest est également une autre recrue de choix de la *hasbara*. Féministe, militante de la cause homosexuelle, elle donne une caution de gauche à l'occupation israélienne et a participé activement à un climat islamophobe.

Elle a survécu à toutes les révélations la mettant en contradiction. Militante antiraciste, elle reçoit un prix «Y a bon awards» qui «récompense» des propos discriminatoires. Des figures de la cause homosexuelle l'accusent de l'instrumentaliser à des fins islamophobes. Elle perd sa chronique au *Monde*, étant chapitrée à France Culture après un rappel du CSA, où elle avait inventé un récit totalement faux sur des prisonniers ukrainiens, puis où elle nie une agression islamophobe d'une jeune fille portant un foulard qui perd sur le coup l'enfant qu'elle portait. Prise en flagrant délit de mensonge autour de cette affaire, Laurent Ruquier annonce qu'il ne l'invitera plus à l'émission *On n'est pas couché*. Elle attaque régulièrement ceux qui critiquent

49. Voir Denis ROBERT, *Mohicans, connaissez-vous Charlie ?*, Julliard, 2015 et Daniel SCHNEIDERMAN, *Le Charlisme*, Seuil, 2025.

Israël, assimilés à des partisans du Hamas ou du Hezbollah. Elle relaie les accusations israéliennes contre Jean Ziegler. Elle invente que le concept d'islamophobie aurait été créé par les mollahs iraniens. Elle fait un film sur la cause kurde (qui sera un bide total) après lequel les militantes kurdes lui demandent de ne pas parler en leur nom. Elle abandonne à son triste sort la créatrice du mouvement Femen pour faire venir à sa place d'Ukraine, son amie⁵⁰. Elle se fait enfin exclure de *Marianne* – pas vraiment un journal islamogauchiste – pour avoir fait pression sur un journaliste qui avait démasqué sa fausse enquête visant à blanchir un complice d'Alain Soral.

La liste des mensonges et approximations est bien plus longue, mais elle est absolument sans aucun effet sur son caractère incontournable. Caroline Fourest est capable alors qu'elle est en contrat avec LCI, filiale de TF1, d'être également invitée sur BFMTV (alors que généralement il y a des contrats d'exclusivité), mais aussi pour commenter les élections lors des soirées électorales sur France Télévision et d'avoir un rond de serviette sur France 5. La société des rédacteurs du journal *Marianne* publie le 19 décembre 2024, un communiqué où elle qualifie Caroline Fourest de « La plieuse de faits », qui considère que la fin justifie les moyens et que les effets peuvent être pliés à ses *desiderata* de logique pour le besoin de la cause (la sienne). En pleine affaire MeToo, elle publie un livre pour réhabiliter les pauvres hommes de pouvoir du cinéma, victimes des revendications excessives de femmes les accusant d'agressions sexuelles. Le livre est truffé d'erreurs et de mensonges qui seront documentés, sans que cela n'entraîne aucune répercussion. On apprendra que parmi les

50. Olivier GOUJON, *Femen : histoire d'une trahison*, Max Milo, 2017.

hommes réhabilités par Caroline Fourest, il est un producteur qui lui avait versé une confortable avance pour un scénario qui ne verra jamais le jour.

En 2006, elle reçoit le prix du livre politique pour son livre, *La tentation obscurantiste*, dont l'un des chapitres s'intitule quand même « L'antisionisme libère l'antisémitisme ». Jean Baubérot, Bruno Étienne, Franck Fregosi, Vincent Geisser et Raphaël Liogier s'insurgent alors dans *Le Monde* contre ce choix qui « ne peut manquer de laisser pantois les chercheurs en sciences sociales, politologues, historiens, universitaires [...] Le problème tient bien à l'intronisation officielle accordée à un pamphlet qui s'érige frauduleusement en argumentaire rationnel, alors qu'il ne repose que sur le trafic des émotions, des peurs, permettant d'annoncer des lieux communs sur l'islam et les musulmans. Ce tour de passe-passe essayiste consiste à disqualifier comme "islamiste", c'est-à-dire comme un danger social, tout musulman refusant de se démarquer explicitement de son appartenance religieuse. Il considère comme complices tous ceux qui refusent le simplisme de ces qualifications. La vieille rhétorique conspirationniste des élites intellectuelles contre la France est remise au goût du jour »⁵¹.

À son propos, Daniel Schneidermann, journaliste, directeur du site d'analyse des médias Arrêt sur images, déclare : « Tout au long de son parcours [Caroline Fourest] a été prise en flagrant délit d'approximations, d'erreurs, de mensonges [...]. Je me suis demandé : comment ça se fait que personne ne s'en aperçoive ? La seule réponse que j'ai trouvée c'est le rôle que joue Caroline Fourest aujourd'hui : une intellectuelle, journaliste qui vient de la gauche, entrée en politique par la défense

51. Jean BAUBÉROT, Bruno ÉTIENNE, Franck FREGOSI, Vincent GEISSER, Raphaël LIOGIER, « Les lauriers de l'obscurantisme », *Le Monde*, 17 avril 2006.

des minorités sexuelles et notamment des lesbiennes, pour en arriver aujourd'hui à une défense de la laïcité pure et dure, avec une obsession pour l'islam. Je pense que les personnages comme Caroline Fourest ont pour fonction de déculpabiliser l'islamophobie : même elle, une femme, lesbienne, de gauche, irréprochable peut tenir ce discours »⁵².

Bref, le soutien affirmé d'Israël vaut impunité médiatique pour ces personnages.

Elnet, c'est très net

Elnet est une pièce essentielle de la *hasbara*.

The European leadership network (ELNET) est une association créée au niveau européen en 2007, officiellement à l'initiative de personnalités européennes, américaines et israéliennes. Son objectif est d'améliorer l'image d'Israël en France et en Europe. Son activité principale réside dans l'organisation de visites en Israël pour des délégations d'hommes politiques, de journalistes, de chefs d'entreprise. Après le séjour, ayant mieux connu les « réalités » israéliennes, toutes ces personnes devraient avoir une meilleure image de l'État hébreu et contribuer à transmettre cette image positive. On est dans le cadre classique de la diplomatie d'influence : inviter des gens pour qu'ils aient une bonne image de vous. Mais il s'agit d'une association qui entreprend ces actions, donc qui est en apparence indépendante des États. La ruse est justement dans cet artifice.

52. « Être ou ne pas être... Charlie », entretien géopolitique avec Daniel Schneidermann, chaîne YouTube de Pascal BONIFACE, 22 janvier 2025.

Or l'État d'Israël a également une particularité. C'est une puissance occupante. Les réalités en question ne concernent pas l'occupation et la répression en Palestine.

Mieux connaître pour comprendre

Israël n'apparaît pas directement. Il s'agit d'une association censée être neutre et objective. Si vous répondez à une invitation d'Elnet, vous n'êtes pas invité par le gouvernement israélien. Les rencontres sont bien organisées. Il peut même y avoir des contacts avec des Palestiniens qui ne seront pas trop critiques d'Israël. L'idée est de montrer l'ouverture de la société israélienne et l'aptitude de ses dirigeants à répondre ouvertement à toutes les questions. Au fur et à mesure, les questions critiques vont disparaître et on se trouve davantage en présence d'un club de supporters.

En 2012, Elnet organise le déplacement d'un groupe de journalistes, du *Monde*, du *Figaro*, de *Libération*, du *Nouvel Observateur*, de *L'Express*, de RFI, de BFMTV et d'un chercheur de l'IFRI. Le groupe a pu rencontrer le président d'Israël, Shimon Peres, et des ministres importants, dont le premier d'entre eux, Benyamin Netanyahou. Elle avait également organisé la rencontre à Paris de ministres israéliens et de nombreuses personnalités françaises. Entre 2010 et 2015, l'accent a été mis sur la menace nucléaire iranienne, thèses relayées de façon récurrente par la suite par Bruno Tertrais. Participant assidu des séminaires d'Elnet, ce dernier rend hommage à l'organisation en juin 2020 lors d'un webinaire, affirmant qu'Elnet lui « a permis de connaître toutes les facettes de la réalité de la société israélienne ». Toutes ? Pas sûr.

Lorsque François Hollande s'est rendu en Israël comme président, Elnet a invité une délégation de journalistes et d'experts sur le thème « le programme nucléaire iranien, la guerre civile syrienne et la menace du Hezbollah ».

En 2013, pour les 65 ans des relations bilatérales franco-israéliennes, c'est une délégation de 31 membres des partis politiques français UMP, UDI et PS qui s'est rendue en Israël.

En 2013 toujours, Elnet a organisé le déplacement d'une délégation de membres d'Europe Écologie les Verts, parti jugé en pointe dans la critique d'Israël. Fort heureusement, les présidents des deux groupes parlementaires à l'Assemblée nationale et au Sénat, François de Rugy et Jean-Vincent Placé, étaient critiques de la ligne « pro-palestinienne » de EELV. Ils étaient accompagnés du journaliste de la chaîne parlementaire Frédéric Haziza, par ailleurs star de la radio communautaire Radio J qui, après le retour, organisa sur LCP une émission sur le sujet : « Israël-Palestine : quelle carte pour la paix ? »

En 2014, c'est Christian Estrosi, invité avec une dizaine de chefs d'entreprise de sa région, qui fait le voyage et est reçu par le Premier ministre israélien.

Généralement, ceux qui sont invités tous frais payés ne communiquent pas de façon excessive, ayant intégré que le caractère de propagande unilatérale l'emportant sur l'information contradictoire, il faut éviter un risque réputationnel. Mais certains responsables politiques n'hésitent pas à afficher publiquement cette amitié revendiquée.

Guerre contre le terrorisme, dont Israël est la base avancée, empêcher l'accession de l'Iran à l'arme nucléaire, les priorités de la diplomatie israélienne ont toujours été mises en avant pendant les voyages. Depuis la fin des espoirs de paix et l'arrivée

au pouvoir de Benyamin Netanyahou, les priorités diplomatiques israéliennes ont changé.

En 2022, Elnet organise la 5^e session du Sommet européen sur la radicalisation islamiste et la menace terroriste à Biarritz. L'organisation a notamment invité des personnalités politiques (dont J.-M. Blanquer, alors qu'il était ministre de l'Éducation, bien qu'il n'ait pas participé à la conférence en cette qualité). Parmi les sujets abordés lors des tables rondes : laïcité, communautarisme, Samuel Paty, les Frères musulmans, le terrorisme... La même année, Elnet a commandé une étude à l'Ifop : « Le rapport des Français à l'islam, à la laïcité et à la menace terroriste ».

La loi Sapin de 2016 sur la lutte contre la corruption oblige les représentants d'intérêts à s'inscrire comme tels sur le registre de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique. En 2024, Elnet ne l'avait toujours pas fait. Interrogés par *Mediapart*, les responsables d'Elnet affirmaient « qu'ils n'estimaient pas relever de la catégorie de représentants d'intérêts ». Mais comprenant qu'une enquête médiatique était en cours, ils se sont fait enregistrer⁵³.

En 2023, son budget était supérieur à 9 millions de dollars⁵⁴.

Toujours d'après *Mediapart*, 55 voyages ont été organisés pour des députés et 46 pour des sénateurs, entre 2017 et 2024.

8 jours après le 7 octobre 2023, Elnet invite 19 députés français Les Républicains, Renaissance, ainsi que l'ancien Premier ministre Manuel Valls, à rencontrer les survivants des attentats et les familles des otages. En janvier 2024, 22 sénatrices et sénateurs font le déplacement en Israël. Ils publient une tribune dans

53. Pauline GRAULLE, « Elnet, un agent d'influence pro-Israël au cœur du Parlement », *Mediapart*, 29 décembre 2024.

54. Nonprofit Explorer.

le journal *La Tribune* dans laquelle ils déclarent : « Ce voyage a renforcé notre attachement à la société israélienne et notre conviction profonde qu'Israël est à l'avant-garde d'une guerre de la civilisation contre la barbarie ». À cette date, cette guerre de la civilisation avait déjà fait - *a minima* - 25 000 morts à Gaza.

Selon Arié Bensemhoun, dirigeant d'Elnet, « Beaucoup de gens font le voyage en Israël, et Elnet y contribue, avec des élus, des hommes d'affaires, des délégations régionales et locales. En se rendant sur place, en comprenant la complexité, cela change le regard. Comme la France est confrontée à la montée du radicalisme islamiste et du terrorisme, cela rend aussi les Français moins condescendants, moins paternalistes »⁵⁵. La manœuvre est visible. Nous avons un ennemi commun, le terrorisme, alors ne nous embêtez sur la manière dont nous traitons les Palestiniens, nous faisons le sale boulot pour vous. Et ne nous posons surtout pas la question de savoir si l'occupation, la répression ne sont pas un moyen de nourrir le terrorisme.

Le dirigeant d'Elnet admet qu'il veut que la France « change de discours » pour prendre une position « claire et nette qui passe par la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël ».

Aurore Bergé est, depuis son élection en tant que député en 2017, une interlocutrice privilégiée d'Elnet. Elle est parfaitement en phase avec le président d'Elnet : « Israël est notre première ligne de front contre le terrorisme [...] La France sera toujours aux côtés d'Israël et de sa sécurité ».⁵⁶ Elle se revendique d'une laïcité intransigeante, bien sûr veut interdire le port du voile aux accom-

55. Jean STERN, « Elnet. Découvrez Israël, ses colonies, ses technologies de surveillance... », *Orient XXI*, 26 janvier 2021.

56. Jean STERN, « Le printemps israélien d'Aurore Bergé, députée en chef », *Orient XXI*, 8 février 2021.

pagnatrices dans le cadre des sorties scolaires et également dans le cadre de compétitions sportives⁵⁷. De façon assez constante, les supporters les plus ardents de la politique du gouvernement israélien ont une vision de la laïcité très axée contre l'islam.

Ou reprendre l'agenda israélien

En 2018, Jean-David Bénichou, franco-israélien, ancien directeur d'Elnet à Paris, est interviewé sur i24NEWS dans le cadre d'un reportage intitulé : « Le modèle de l'AIPAC est-il importable en France ? »

J.-D. Bénichou veut étudier le modèle de l'AIPAC, qui « a une expérience très ancienne et très importante sur la construction d'un dialogue stratégique ». L'idéal est « de construire en France et en Europe une plateforme équivalente pour promouvoir le dialogue stratégique entre Israël et l'Europe ».

Le journaliste lui demande si l'objectif d'Elnet est donc d'établir des liens avec les responsables politiques français pour « influencer politiquement la politique intérieure et à l'étranger ? »

J.-D. Bénichou répond avec clarté et franchise : « Elnet vient compléter un dispositif d'un grand nombre d'organisations. Vous avez cité le CRIF, il y a la LICRA, le Consistoire, le grand Rabinat. Ce sont des organismes qui ont, soit des vocations de représentation vis-à-vis des autorités publiques du pays, soit de commémorer la mémoire. Elnet a une vocation un peu plus transversale qui promeut le dialogue stratégique et donc, pour

57. Il est frappant de voir que la solidarité inconditionnelle avec Israël et une vision de la laïcité qui fait de l'islam sa cible principale vont souvent de pair.

des exemples très simples, 85 % des parlementaires américains ont été au moins une fois en Israël. Il s'agit de 12 % en France. Donc on a un premier rôle qui est de permettre aux élus de se faire leur propre opinion en venant sur place et en rencontrant/discutant/partageant. C'est l'un des rôles essentiels d'Elnet».

Le journaliste relance : « L'objectif c'est de récupérer quelque part le rôle du CRIF, de la LICRA, etc., à un niveau européen un peu plus global ou c'est vraiment un rôle à part, transversal ? »

J.-D. Bénichou : « Chaque organisation a sa raison d'être et on est vraiment dans un dispositif où c'est la complémentarité qui prime, mais nous adressons un sujet qui n'est pas adressé par les institutions en place avant nous ».

Le 23 septembre 2024, dans une interview au média en ligne Qualita, une chaîne destinée aux Français ayant immigré en Israël, le président d'Elnet France, Arié Bensemhoun, se félicitait des résultats obtenus : « Je reste relativement optimiste sur la capacité de changer les paramètres du discours diplomatique, disait-il. D'un côté, il y a la diplomatie officielle et, de l'autre côté, il y a la diplomatie parlementaire. Je rappelle que l'immense majorité du Parlement [français] soutient Israël [...] dans son combat contre le Hamas et le Hezbollah, et c'est le résultat de décennies de travail qui a été fait par les uns, par les autres, nous y avons fait plus que notre part »⁵⁸.

Soutenir Israël contre le Hamas est une chose. Soutenir l'occupation et la répression des Palestiniens, être muet sur les crimes de guerre en est une autre.

58. Cité par Pauline GRAULLE, « Elnet, un agent d'influence pro-Israël au cœur du Parlement », *Mediapart*, 29 décembre 2024.

À l'offensive

S'il ne s'agissait que de réaliser des voyages « un peu comme en URSS dans les années 1930 », comme le déclare ironiquement le député Christophe Marion⁵⁹, passe encore. Mais son président, Arié Bensemhoun, sait se montrer plus interventionniste et sortir du cadre des seuls voyages d'amitié. Également chroniqueur sur Radio J, il y déclare mi-septembre 2024, alors qu'il y a déjà *a minima* 43 000 morts à Gaza : « Les Palestiniens civils que l'on dit innocents, ne sont pas tous innocents. Personne ne peut imaginer que les nazis aient pu faire tout ce qu'ils ont fait sans qu'une partie du peuple ait été complice. C'est la même chose pour les Palestiniens de Gaza »⁶⁰. Outre la comparaison entre le Hamas et les nazis, on peut s'étonner de cette déclaration de culpabilité collective. Si quelqu'un déclarait que les Israéliens sont comptables de l'action de Benyamin Netanyahou, cela paraîtrait inacceptable, et cela le serait.

Le 15 octobre 2024, dans une lettre ouverte à la présidente de l'Assemblée nationale française, il demande ouvertement des sanctions contre Aymeric Caron, car « La république doit se protéger contre les pourvoyeurs de haine ». Il n'accuse pas les journalistes de i24, mais bien le député insoumis de s'inscrire dans « la rhétorique propagandiste du Hamas et du Hezbollah »⁶¹.

Le 31 décembre 2024, il s'indigne sur X : « Jusqu'à quand va-t-on tolérer en France les agissements des islamonazis et de leurs alliés islamogauchistes de la France insoumise, collaborateurs du Hamas et des terroristes palestiniens, qui sèment la terreur et incitent à la haine contre les Juifs, Israël, mais surtout contre la

59. *Ibid.*

60. *Ibid.*

61. *Ibid.*

République, la démocratie, nos libertés... ? » Il se montrait encore plus agressif dans une interview diffusée par le média en ligne Qualita le 26 décembre 2024 : « Voir que cette détestation d'Israël soit aussi importante. Eh bien non, nous ne pouvons pas être étonnés, et la particularité de cette détestation c'est qu'elle est principalement promue par qui ? Eh bien, en Europe et dans le monde par l'extrême gauche et l'idéologie wokiste, et par les islamistes qui utilisent la cause palestinienne comme un cheval de Troie, je l'ai déjà dit plusieurs fois, et qui évidemment ont pour objectif de détruire Israël, d'anéantir l'État-nation du peuple juif, et le problème est là. C'est la raison pour laquelle il est impossible de nommer ce mal aujourd'hui dans la société parce que, pour disons le *mainstream* d'une certaine élite intellectuelle et politique, eh bien la cause palestinienne est la mère de toutes les causes et que ce faisant, on ne peut pas la dénoncer. Or, tout est là, la haine des juifs aujourd'hui s'exprime massivement en Europe par les Arabes, les musulmans, les islamistes, les wokistes qui veulent détruire Israël et qui, ce faisant, ne veulent pas détruire Israël, mais toutes les sociétés démocratiques modernes. En fait, c'est une attaque en règle contre notre civilisation. Lorsque l'on a dit les choses de cette manière-là, on pose ce qu'on appelle en médecine un diagnostic. À partir du diagnostic, vous êtes capable d'identifier le mal et de le combattre »⁶². Pas vraiment un discours d'ouverture et de dialogue.

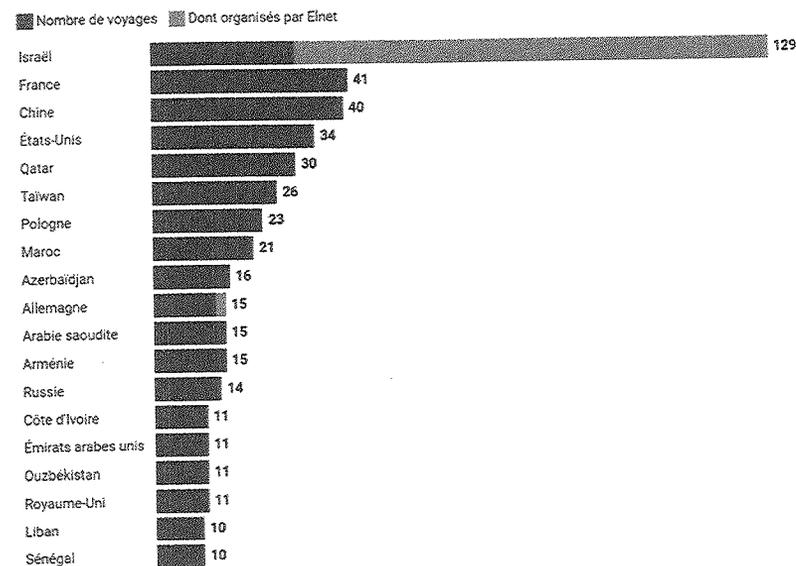
Le 26 mars 2025 était annoncé au dôme de Paris un meeting, « la France contre l'islamisme » avec Manuel Valls et Bruno Retailleau en vedettes, ainsi qu'une flopée d'intervenants abonnés à la dénonciation de l'islamisme et même de l'islam.

62. Cité dans *L'œil de Moumou*, Le Média, 16 janvier 2025.

L'événement avait été annoncé à grand renfort d'appuis dans les journaux, ce qui implique en tout un budget conséquent. On apprenait dans *Libération* du jour que derrière les associations officiellement organisatrices de l'événement, et dont aucune n'a les moyens nécessaires pour le financer, se cachait en réalité assez mal Elnet. Officiellement, c'est l'islamisme qui est visé, mais il y a plus que des balles perdues et des dommages collatéraux pour tous les musulmans. Une autre façon d'importer le conflit...

Depuis 2017, le lobby pro-Israélien Elnet a financé 101 des 666 voyages déclarés par les parlementaires français, soit plus de 15 %

Liste des pays ayant fait l'objet d'au moins dix invitations à des déplacements de députés et sénateurs entre 2017 et 2024



Graphique : *Mediapart*⁶³ - Source : Assemblée nationale, Sénat

63. Pauline GRAULLE, « Elnet, un agent d'influence pro-Israël au cœur du Parlement », *Mediapart*, 29 décembre 2024.